

DECLARATION

Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux
INC FAMILLE DU 30 JUIN 2026

Madame la Directrice,

Pour votre première INC, la FNPOS CGT tient à vous dresser un état des lieux sans concession de la situation alarmante dans laquelle se trouve la Branche Famille. Votre prédécesseur, Monsieur Grivel, a fait le choix d'annuler l'INC du 17 avril dernier au moment de son départ. Nous attendons aujourd'hui une réponse claire et écrite au courrier que nous lui avons adressé le 10 avril, car le passage de témoin à la gouvernance ne doit pas servir de paravent aux urgences de terrain.

En préambule, le cas dramatique de Mayotte : la situation y est devenue insoutenable. Entre le manque cruel de moyens humains, l'insuffisance de personnels et les locaux insalubres, les agents travaillent la peur au ventre. Ils le montrent en collant des revendications partout sur les tableaux, les portes illustrées de smileys, cela pourrait prêter à sourire, sauf que ces smileys se pointent un pistolet sur la tempe et dans la bouche.

Qu'allez-vous faire pour Mayotte ? La situation est alarmante.

Concernant la politique budgétaire :

La gestion budgétaire de la Branche est marquée par d'immenses contradictions que nous ne pouvons plus tolérer :

- L'asphyxie budgétaires de nos organismes, les Caf subissent des restrictions drastiques sur leurs budgets. Sous prétexte d'éponger une mauvaise estimation nationale du coût de la classification, la direction générale précédente a imposé des cures d'austérité locales inacceptables. Ce serrage de vis permanent se traduit par le non-renouvellement des CDD, le blocage des heures supplémentaires, sans embauches pérennes comme nous le revendiquons depuis des lustres. La dégradation brutale de nos conditions de travail et de nos outils ne nous permet pas de rendre un service public de qualité. Ce n'est pas aux personnels de payer les pots cassés d'une mauvaise gestion comptable !
- Sur 2025, 640 Millions n'ont pas été dépensés en action sociale alors que les besoins sont criants. Enveloppe petite enfance, départ en vacances, centres sociaux.... Pire encore, l'Etat n'autorise que le report de 166 Millions. Les critères devraient être déterminés par les personnels sur les territoires afin de répondre aux besoins de la population.
- De surcroît, le budget alloué ne doit pas servir de variable d'ajustement face aux attaques de mairies, essentiellement d'extrême droite qui contestent ouvertement la légitimité et l'utilité de ces structures sociales. L'argent est là, il doit être injecté pour faire fonctionner le service public de terrain et donner aux caisses les moyens de tourner !

.../...

Concernant la politique salariale. Elle est devenue un repoussoir, la branche la plus mal payée : La classification n'a même pas permis de rattraper le niveau salarial des autres branches : Qu'allez-vous faire, vous, Mme BENSUSSAN, pour que notre branche rattrape les autres branches. Si la classification a été brandie pour attirer de nouveaux profils (tout en maintenant une précarité flagrante pour les nouveaux embauchés), elle a totalement oublié et sacrifié les personnels qui font tourner nos caisses depuis des années. Les revendications claires du collectif des travailleurs sociaux par exemple portent cette exigence de reconnaissance. Le sentiment de mépris doit cesser.

Concernant la remise en cause des fondements de la Sécu : Le décret du 27 juin dernier actant la suppression de l'aide au logement pour les étudiants étrangers extra-communautaires non boursiers.

La FNPOS CGT tient à dénoncer avec la plus grande fermeté sa publication. C'est une rupture avec l'universalité : Ce texte applique de fait une logique de préférence nationale et de tri sélectif de la misère, totalement contraire aux valeurs fondatrices de 1945. La Sécurité sociale protège les individus selon leurs besoins, sans distinction de nationalité ou d'origine.

Mise en danger des publics et surcharge pour les CAF : Ce décret va plonger des dizaines de milliers de jeunes dans une précarité absolue et le mal-logement. En tant qu'organismes payeurs, les Caf vont se retrouver en première ligne pour gérer la détresse, appliquer des règles d'exclusion complexes et faire face à l'incompréhension légitime des usagers. 80 000 jeunes sacrifiés pour que le budget soit voté, notamment par l'extrême droite !

La FNPOS CGT refuse que la Branche Famille devienne le bras armé de politiques de stigmatisation et d'exclusion sociale.

Madame la Directrice, vous prenez la tête d'une branche où les personnels sont à bout, mais déterminés à défendre leurs salaires, et le modèle social qu'ils incarnent au quotidien.

Nous attendons de votre part un engagement et des réponses fortes pour défendre les salariés et la Sécurité sociale !